

SYNTHÈSE

**20 MARS
2014**

La Cartonnerie
PARIS

RENCONTRE INTERDISCIPLINAIRE

SUR LES CONSOMMATIONS
ET MODES DE VIE
DURABLES



Ce séminaire a été conçu et animé pour, d'une part, **favoriser la rencontre entre les porteurs de projet et les opérationnels du secteur privé et public.**

L'idée est de confronter de manière constructive les porteurs des sujets de recherche à ceux qui participent à l'élaboration des politiques publiques et des stratégies d'acteurs privés ;

et, d'autre part, **favoriser l'émergence d'une communauté de recherche sur la consommation et les modes de vies durables.**

Cette synthèse rassemble plusieurs types de contenus :

La journée du 20 mars s'est articulée en 3 TEMPS dans une dynamique interactive et contributive :

- Claire HUBERT, Dominique BOURG et Carine DARTIGUEPEYROU ont mis en perspective l'intention de cette rencontre interdisciplinaire et rappelé les **cadres conceptuels** du programme MOVIDA ;
- Clair MICHALON nous a ouverts à la **question des représentations** dans la perspective de l'accompagnement au changement et à l'enjeu de la nécessité de se mettre en **posture de changer de regard pour ouvrir des espaces de négociations recevables par les parties concernées** ;
- Les ateliers « **Évolution des pratiques en cadre de vie durable** » puis « **Regards croisés sur la consommation durable** » ont permis d'entendre les questions de recherche des projets de l'APR 2013 et d'engager un dialogue structuré autour de 2 questions avec tous les participants à la rencontre.

- De l'information concernant **l'état d'esprit** et l'état d'avancement du programme.
- Une **introduction aux 7 projets** de l'APR 2013.
- Des éléments de **réflexion sur la question des représentations**, des différences culturelles, des leviers d'évolution des comportements ainsi que sur celle des **concepts de durabilité faible et durabilité forte**.
- Une **synthèse des questionnements** et des recommandations remontés pendant les ateliers en sous-groupes.
- Des **recommandations** sur certaines actions à mettre en œuvre pour valoriser le programme.

Elle est complétée par les vidéos des présentations des projets qui sont en ligne sur le site www.programme-movida.fr

Note : Nous avons conservé le caractère parlé des contributions.

Une journée conçue et animée par Caroline GERVAIS, experte en développement durable stratégique, Docteur en sciences & techniques des déchets, et Carine DARTIGUEPEYROU, chargées de l'animation scientifique et technique du programme MOVIDA auprès du MEDDE, Docteur en sciences politiques, prospectiviste sociétale, et en particulier d'Olivier PERRIN, chargé de mission recherche sur les modes de vie durables.

Olivier peut être contacté à : olivier.perrin@developpement-durable.gouv.fr ou 01 40 81 33 58



Claire HUBERT

Chef du service de la recherche au MEDDE,
Ministère de l'Écologie, du Développement
Durable et de l'Énergie

Le contexte du programme MOVIDA

L'objectif de la journée est de présenter vos projets de telle façon que nous soyons tous bien informés de ce que vous avez envie de faire et que nous puissions discuter, non des éventuelles conclusions de vos projets, mais des raisons pour lesquelles ces projets ont été retenus et dans quel cadre ils s'inscrivent.

Le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE) produit de nombreuses politiques concernant le développement durable (biodiversité, maîtrise de l'énergie, transports, construction), selon un axe « Écologie » d'une part et un axe « Équipement » d'autre part. **Toutes ces politiques publiques ont besoin de recherches pour progresser.** L'essentiel des nouveautés en termes de politiques provient des résultats de la recherche.

L'objectif du service de la recherche au MEDDE, que je dirige et dans lequel je travaille avec Laurent BÉLANGER et Olivier PERRIN ici présents, est de **développer des communautés scientifiques** qui apporteront aux services du ministère des résultats de recherche nécessaires à leur travail.

Dans ces ministères, les cadres sont essentiellement des ingénieurs, ils ont donc une certaine formation scientifique, et quand ils mettent en œuvre une politique, ils ont le réflexe d'aller voir les derniers résultats de la recherche.

Par contre, ils ne se préoccupent pas de savoir s'il se construit des choses pour le futur. Ils essaient de faire venir les chercheurs pour connaître l'état de la science aujourd'hui, mais ils ne se préoccupent pas de savoir s'il y aura, demain, des réponses à nos questions.

Le but du service de la recherche est de **s'occuper des questions qui vont se poser demain**, de s'assurer qu'il y aura bien des chercheurs qui auront travaillé sur ces sujets. Nous sommes donc un peu en avance de phase.

Nous faisons partie d'une structure qui s'appelle le Commissariat général du Développement durable. C'est un service qui ne dépend pas d'un seul ministère et qui assure une certaine transversalité entre différents ministères. **Nos préoccupations en termes de recherche sont plus larges que les politiques du ministère, elles visent à la recherche qui sera au service du développement durable**, quel que soit le secteur.

💬 *Nous ne cherchons pas à savoir ce qui serait un mode de vie durable, mais comment on change vers un mode de vie durable.* 💬

Quand j'ai pris le service au moment de la création du Commissariat, la recherche au service du développement durable a résulté de la fusion des services de plusieurs ministères, avec des programmes sur l'eau, sur les transports, le génie civil. De ce côté-là, c'était satisfaisant. Mais c'était l'époque où sont sortis les rapports sur le facteur 4 - diminuer par 4 la facture énergétique : 2 pour l'écologie, 2 pour les comportements - mais, **sur les comportements, il ne se faisait rien.**

A l'époque du Grenelle, quand on lisait les gratuits dans le métro, on voyait en page 1 qu'il fallait consommer moins d'électricité, en page 2 qu'il fallait boire moins, en page 3 rouler moins vite, etc. Il s'agissait de messages du gouvernement pour changer les comportements, sous forme de petites publicités.

Mais cela a créé l'effet inverse chez les gens, à savoir du rejet. La question que nous voulons aborder aujourd'hui est donc essentielle et transversale à toutes les politiques. Elle est celle de **l'accompagnement au changement des comportements.**

Le travail de réflexion sur ce qui motive les comportements et leurs évolutions, essentiels à la transition écologique, fait que ce programme est un des **programmes phares du ministère**, alors qu'il n'a été lancé que depuis trois à quatre ans. De nombreux autres programmes sont plus anciens. D'autres services du ministère travaillent sur la question du changement des comportements, mais dans une optique plus court-termiste. Ils ne se préoccupent pas forcément des résultats de demain.

Le fonctionnement du programme

Ce programme dispose d'un Conseil scientifique, présidé par Dominique Bourg et composé de scientifiques qui aident le ministère à formuler les questions de recherches, à choisir les projets, qui poussent les équipes à aller dans leurs retranchements scientifiques.

Ils nous aident également ensuite, avec le Comité d'orientation, à valoriser les résultats de vos projets. Nous tenons beaucoup à cette **étape de valorisation qui est un travail commun entre le Conseil scientifique et le Comité d'orientation.**

En appui à ce groupe informel, il y a Olivier PERRIN, chargé de mission qui suit ce programme, accompagné d'une équipe d'animation scientifique et technique, constituée de Carine DARTIGUEPEYROU, docteur en sciences politiques, prospectiviste sociétale et de Caroline GERVAIS, docteur en sciences & techniques des déchets, experte en développement durable stratégique.

En conclusion, j'insisterai sur le fait que **nous ne cherchons pas à savoir ce qui serait un mode de vie durable, mais comment on change vers un mode de vie durable.**



source : agriculture-environnement.fr

Dominique BOURG

Président du Conseil scientifique
du programme MOVIDA

Philosophe, Professeur à l'Université de Lausanne, Faculté des Géosciences et de l'Environnement, Institut de Géographie et de Durabilité, Groupe Humanités Environnementales. Auteur notamment de *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, avec K. Whiteside, Seuil ; *Pour une 6^e République écologique*, D. Bourg et alii, Odile Jacob, 2011 ; *Du risque à la menace. Penser la catastrophe*, co-direction avec P.B. Joly et A. Kaufmann, Paris, Puf, 2013 ; *La pensée écologique. Une Anthologie*, avec Augustin Fragnière, Puf, 2014.

Contexte général du programme MOVIDA

Ce programme met en avant la question des comportements, ce qui n'est pas si anodin et même assez original.

Par certains côtés, sur un plan théorique, c'est assez contradictoire avec la **doxa du développement durable** depuis ses origines. Cette doxa est la suivante : on maintient l'élévation du PIB, mais on découple la croissance du PIB, les flux de matières et les flux d'énergie sous-jacents, et ce, grâce aux technologies, et aux technologies seules. C'est ce qu'on appelle le **découplage**.

Mais nous avons choisi, avec ce programme, le **parti pris inverse** : nous pensons que, si nous prenons, par exemple, l'objectif de diviser par 4 les émissions carbone à l'horizon 2050 avec les techniques seules, nous pourrions faire au mieux un quart du chemin, mais en tout cas pas la totalité du chemin.

Les premières travaux qui ont été financés dans le cadre de MOVIDA ont corroboré le bien fondé de l'objectif, puisque par exemple, à partir des études sur les écoquartiers, nous avons montré que le bilan énergétique des écoquartiers, le bilan est négatif. C'est-à-dire qu'avec **l'effet rebond**, lorsque l'on finance un écoquartier, on finance un surcroît de consommation d'énergie. Il y a donc un problème.

Dans un certain nombre de pays, lorsqu'il y a un écoquartier, les gens qui viennent y habiter souscrivent à une charte qui les engage à **faire certains changements de comportement**. Il y a des coopératives d'habitation qui vous demandent par contrat de renoncer à avoir une voiture, de vous engager à avoir un espace vital plus petit avec des pièces mutualisées, etc, ce qui représente clairement des **façons de lutter contre l'effet rebond**.

🗨️ *Pour affirmer la nécessité de devoir changer les comportements, il faut jouer à la fois sur la technique et sur les comportements.* 🗨️

On retrouve la notion de découplage à travers l'historique du développement durable : ce sont les trois piliers du rapport Brüntland, qui décrit en réalité ce que l'on appelle maintenant la **durabilité faible**. Une des raisons du succès du développement durable, c'est son côté caoutchouteux, assez consensuel dans un sens mou ; tout le monde peut s'y retrouver, car, comme je vais vous le montrer, développement durable veut dire une chose et rigoureusement son contraire.

Durabilité faible, durabilité forte

En fait, la durabilité forte et la durabilité faible sont deux affirmations totalement **contradictoires**.

- **La durabilité faible** : les activités économiques détruisent une part du capital naturel et on prétend que nos technologies vont compenser cette part de capital détruite ; on met en avance le bien-être - seulement humain, mais de manière économique, de façon purement quantitative et corrélée au PIB, ce qui est extrêmement réducteur. **Le développement durable au sens de la durabilité faible, c'est ce que l'on fait depuis le début de l'ère industrielle, le changement n'est pas substantiel.**

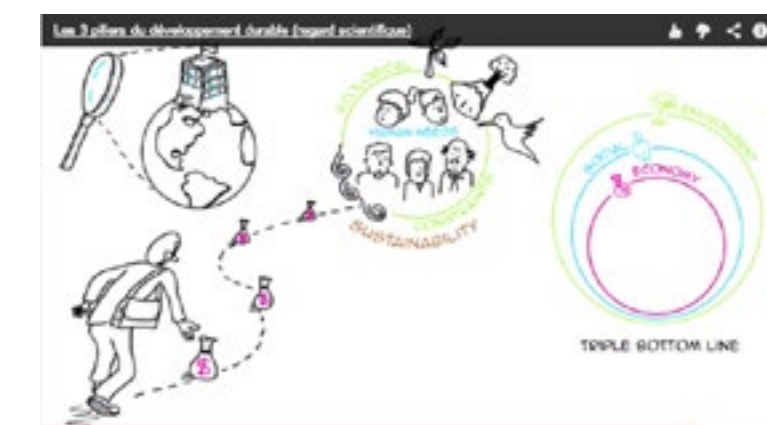
- **La durabilité forte** : on ne prend pas seulement le bien-être humain comme objectif, mais on considère que la part du capital naturel détruit n'est pas entièrement substituable par du capital reproductible, donc on se donne comme objectif de maintenir les conditions de fonctionnement du système biosphère sans lequel on ne peut vivre. On peut ajouter à cette éthique écocentrée comme premier objectif le bien-être humain, mais on n'abandonne pas le reste du vivant.

Ce sont donc deux postures, deux démarches véritablement contradictoires. Dans un cas, on affirme la substituabilité intégrale du capital naturel détruit par du capital reproductible. Dans l'autre, on affirme le contraire, qu'une grande part du **capital naturel détruit ne peut être substitué**.

Le développement durable a fonctionné parce que, pour le moment, il penche du côté de la durabilité faible. Si l'on veut arriver à des résultats intéressants et **affirmer la nécessité de devoir changer les comportements**, il faut **jouer à la fois sur la technique et sur les comportements**.

C'est vraiment **l'esprit de MOVIDA**.

Les premiers travaux ont corroboré d'une certaine manière le bien-fondé de l'objectif de départ. En conclusion, je voulais rappeler ce contexte général et inviter donc les chercheurs qui ne sont pas familiers avec ces sujets à en profiter



« **Sustainability Illustrated** » par Alexandre Magnin

Regard complémentaire sur les 3 piliers du développement durable. Nous vous invitons à consulter cette très courte vidéo qui s'inscrit dans le fil d'information que nous relayerons au cours du programme sur le site internet dans la section « De quel développement durable parlons-nous ? Repères communs ».

En vidéo sur programme-movida.fr



source : programme-movida.fr

Carine DARTIGUEPEYROU

Animation scientifique du programme MOVIDA

Docteur en sciences politiques, prospectiviste.

À travers l'analyse des évolutions et émergences socio-culturelles, l'impact humain de la transformation numérique et des grandes mutations planétaires, elle cherche, agit et expérimente différentes « voies de la résilience » pour redonner du souffle créatif à nos sociétés.

Elle a publié et dirigé plusieurs livres dont *La nouvelle avant-garde, vers un changement de culture* (2013), *Les voies de la résilience* (2012), *Au-delà de la crise financière, nouvelles valeurs, nouvelles richesses* (2011), *Prospective d'un monde en mutation* (2010).

www.carinedartiguepeyrou.com

Au-delà de l'attendu

Un premier enjeu de cette journée est **d'aller au-delà de la présentation des projets de recherche** de chacun pour nous ouvrir à la diversité des projets du programme et aux disciplines représentées : économie, marketing, sociologie, science de l'environnement, psychologie, etc. Et aussi pour échanger avec les représentants des territoires, des institutions publiques et privées présentes. L'idée est de faire le pas d'après, c'est-à-dire **d'aller dialoguer dans la différence**. L'introduction de Clair MICHALON vise à nous mettre dans cet état d'esprit.

Un autre enjeu du programme est d'arriver à **dégager quelques grands axes des évolutions des modes de consommation et des modes de vie durables**. Ce n'est pas si simple : nous voyons bien que nous courrons le risque de réduire la complexité, d'aller trop loin dans la simplification ; or, pour pouvoir communiquer plus largement sur un programme comme celui-ci, il faut tisser des ponts entre tous ces grands axes d'évolution.

Un autre enjeu est d'arriver à traduire tout ceci dans un **langage commun**, multi-acteurs. L'idée à nouveau est de faire le pas d'après : les chercheurs sont amenés à publier dans des revues scientifiques, mais lorsque nous avons parlé avec certains d'entre vous lors de la préparation de cette journée, vous nous avez dit à quel point il était utile aussi d'aller plus loin que les champs parfois trop « silotés » de la recherche pour communiquer à un public plus large, en particulier à celui des décideurs.

Enfin, ce programme cherche à aboutir *in fine* à des **recommandations, à des principes d'action**, qui pourront ensuite **guider les politiques publiques**, les administrateurs des territoires, mais aussi les entreprises publiques et privées qui sont impliquées sur ces sujets-là.

L'ambition est donc grande, et nous l'avons appelée « **Au-delà de l'attendu** », parce que, s'il est vrai que chacun d'entre nous est très pressurisé sur son propre champ, l'idée ici est de **dialoguer dans cette diversité** et de **valoriser cette richesse**.

Pour ouvrir cette rencontre, nous avons eu envie d'avoir un regard un peu décalé, et nous avons eu l'idée de faire intervenir Clair MICHALON, agronome de formation et qui a sillonné le monde en s'orientant finalement plutôt vers l'anthropologie. Il va nous exposer sa **grille de lecture de la diversité culturelle** à travers le monde, de nos représentations, nous ouvrir à d'autres regards à partir d'exemples venant de plusieurs civilisations, d'ouvrir sur un champ plus international.

💬 *L'idée ici est de dialoguer dans cette diversité et de valoriser cette richesse.* 💬



source : franceinter.fr

Clair MICHALON

La représentation culturelle comme clé de décryptage des modes de transformation

Agronome et expert en diversité culturelle. Il a créé une méthode de lecture de la diversité culturelle. Depuis une quarantaine d'années, il forme des volontaires de l'humanitaire, des cadres d'entreprises ou territoriaux, en leur apportant des réponses autour du dialogue interculturel. Il conseille, par ailleurs, les collectivités territoriales quant à la gestion de la diversité culturelle.

Pour en savoir plus sur les travaux de Clair Michalon

Ses ouvrages :

Différences culturelles : mode d'emploi (SEPIA Paris 1997, rééd 2003) ; *Histoire de différences, différence d'histoires* (SEPIA Paris 2002) ; *Transportés... d'une culture à l'autre* (SEPIA Paris 2008)

En vidéo sur 

La question proposée ici, « Comment les différentes représentations peuvent contribuer à décrypter nos modes de transformation ? », pourrait très bien être retournée. **Les représentations culturelles sont-elles des clés pour décrypter les modes de transformation ou est-ce que ce sont les modes de transformations qui influent sur les représentations culturelles ?** Les deux sont possibles. Je simplifie cependant en disant : « représentations culturelles et modes de transformation », pour essayer de voir si la diversité des systèmes culturels nous renseigne sur la capacité des hommes à changer de comportements.

Nous partageons tous une même question : il y a aujourd'hui **urgence à changer de modes de vie**. Et il y a un constat : d'une manière générale, nous ne sommes pas prêts à l'accepter. Il y a des années que l'on pousse un certain nombre d'idées, mais cela n'avance pas très vite. Par exemple, les voitures ne sont pas moins nombreuses. Elles polluent moins certes, mais il y en a deux fois plus, etc.

Les questions peuvent se poser en ces termes : **Pourquoi n'arrivons-nous pas à changer de comportements ?** Comment décrire la situation pour rendre le changement « désiré », pour que les individus aient envie de changer de comportements ? **Pourquoi avons-nous tant de peine à changer, collectivement parlant ?**

Les modes de représentation du monde figent les situations : nous disons que tel comportement est dû à la religion, à la nationalité, à la couleur de peau. Nous **convoquons sans cesse l'identité, ce qui rend les choses non négociables** et fait que les gens se recroquevillent sur une identité à défendre.

La probabilité de rendre les comportements négociables est extrêmement faible. Les gens sont en posture de défense et n'abandonnent aucun comportement parce que cela confine à leur identité.

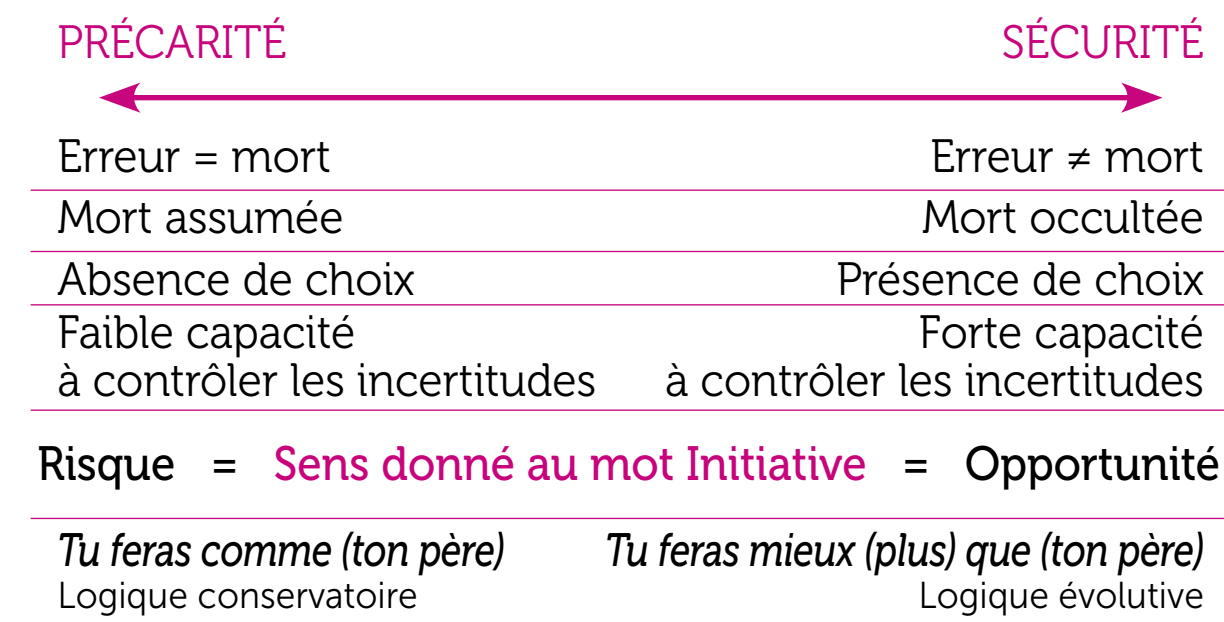
Comment rendre les comportements négociables ? Je pense qu'il faut changer de grille de lecture, de focale, **trouver des paramètres universels et négociables, pour que les gens désirent changer sans avoir à renoncer à leur identité.**

Nous avons trouvé **plusieurs paramètres à valoriser aujourd'hui**. Un exemple : dans tous les pays du monde, les gens disent qu'ils ont une spécificité culturelle, qui est d'avoir un grand respect pour les personnes âgées. Le critère pour respecter les anciens n'est donc pas la nationalité ni la couleur de la peau. En fait, ce sont tous des gens en situation précaire. Nous obtenons ainsi une définition de la précarité autour de trois dimensions : (1) **être proche de la mort** (si je me trompe, je meurs, erreur = mort), ce qui induit des comportements de mort assumés (conduire dans ces endroits est très dangereux) ; (2) **ne pas avoir le choix** (ces gens font des trucs dangereux parce qu'ils n'ont pas le choix, comme de monter sur des « bateaux pourris » pour traverser la mer) ; (3) **avoir une faible capacité à contrôler les incertitudes** (par exemple, au Cameroun, il est impossible de savoir quel jour un train va partir, encore moins de savoir à quelle heure il va arriver à destination).

Cette situation provoque donc le respect pour les personnes âgées. Si à la première erreur on meurt, alors initiative = risque = mort possible. **Ce ne sont pas des notions objectives, mais subjectives.** Pour ceux qui se sentent en précarité, initiative = risque = danger.

Ainsi, si le contexte « sent » la précarité croissante, il va être difficile d'introduire du changement.

LE DROIT À L'ERREUR un outil de lecture...



À l'inverse, nous vivons en Europe en majorité dans un contexte de sécurité forte. Sur une ligne qui va de grande précarité », à « grande sécurité », (le cadre bancaire qui fait 20 milliards de trou dans sa banque et qui part avec un bonus de 2 millions). Dans ce schéma, du côté « grande sécurité » (1) **erreur ≠ mort**, et le mot « mort » lui-même a quasiment disparu, la mort est occultée ; (2) **sécurité = on pense avoir le choix**, et parce qu'on a le choix, la notion de **développement durable devient possible** ; (3) **initiative = opportunité**.

À l'intérieur d'un même collectif, parlant une même langue, si une personne a un sentiment de précarité plus fort qu'une autre, alors elle pensera qu'il y a « risque » derrière « initiative », l'autre pensera que derrière « risque », il y a « opportunité ». La possibilité d'un clash entre ces deux personnes est donc à prendre en compte, et il n'est pas nécessaire de parler de nationalité, de religion, ni de couleur de peau pour l'expliquer. En France, nous avons poussé le concept de « sécurité » à l'extrême avec notre concept « Responsable mais pas coupable » qui a des effets terrifiants dans la société.

Une même personne peut se déplacer sur la ligne : au bout de 24 mois de chômage, on est passé complètement à un sentiment de précarité et on est incapable de changer la moindre chose dans sa vie, on est tout le temps en retard à ses rendez-vous parce qu'on a cessé de se projeter dans le futur et qu'on vit uniquement dans le présent, comme les personnes en extrême précarité en Afrique.

Les trois grands éléments de **cette nouvelle définition de la précarité** sont donc :

1. L'erreur est synonyme de mort,
2. Les personnes n'ont pas le choix,
3. Les personnes disposent d'une faible capacité à contrôler les incertitudes.

Cette triple approche peut également se lire simplement : **le rapport à la mort ; le rapport au choix et le rapport à l'incertitude**. Le rapport à la mort définit une approche plus **anthropologique**, le rapport au choix une approche plus **socioéconomiste**, le rapport à l'incertitude rejoint des soucis d'ordre **pédagogique**.

À l'autre bout du spectre du droit à l'erreur se trouvent les situations où tout est permis, l'erreur n'a quasiment jamais d'issue fatale.

Nous nous déplaçons aussi sur la ligne de façon quotidienne : si un cadre enguirlande ses employés, les subordonnés se sentent plutôt à gauche (précarité), le cadre plutôt à droite (sécurité). Mais si le cadre se fait ensuite engueuler, il passe à gauche et son supérieur à droite, etc.

Les mécanismes sont les mêmes pour les **capacités à accepter les suggestions** : dans un contexte de survie difficile, celui qui ne se trompe pas ne meurt pas, donc il vieillit ; par conséquent, il est sage et a droit au respect. Cela arrive partout dans le monde et pour des raisons contextuelles, pas identitaires.

Dans le désert, si l'on rencontre un monsieur de plus de 80 ans, on écoute ce qu'il dit. Ces personnes-là fonctionnent à l'optimum dans leur contexte et à très long terme.

Donc, quand on se trouve dans un contexte où le changement est extrêmement risqué, on va « **faire comme (son père)** ». D'où les traditions qui se développent dans des situations précaires et le respect des anciens.

Une nouvelle définition du mot tradition est : **une tradition est un système mis en place pour que l'individu ne mette pas en danger la survie du groupe**.

Ceci se retrouve à l'identique dans des contextes inattendus : si l'on demande à un cadre sur une plateforme pétrolière quelle marge d'initiative il a, il répond qu'il n'en a absolument aucune, qu'il doit uniquement respecter les procédures. Donc une **procédure est comme une tradition**.

L'ensemble des dispositions mises en place pour que l'individu ne mette pas en danger la survie du groupe s'appelle procédure dans le monde industriel et, dans le monde des paysans africains, cela s'appelle une tradition. Le **vocabulaire entraîne une différence**, alors qu'il s'agit de la même chose : ne pas faire d'erreur pour ne pas mourir. Un paysan noir fonctionne comme un ingénieur blanc, et vice-versa. Ceci étant insupportable à entendre pour un occidental, on maintient deux mots pour désigner la même chose.

Par ailleurs, **précarité n'équivaut pas forcément pauvreté**. Richesse et pauvreté ne sont pas nécessairement un facteur de précarité ou non. Chez nous, même des gens « riches » peuvent ressentir la précarité, donc le changement se bloque.

Les **logiques conservatoires** (et non conservatrices) **ne sont pas forcément opposées au changement, ce sont les conditions qui imposent la capacité à le mettre en œuvre**. J'ai beaucoup appris chez les nomades, qui sont incroyablement cartésiens parce qu'ils n'ont aucun droit à l'erreur : contrairement aux idées reçues, les comportements irrationnels se développent dans les endroits où on a le droit de se tromper.

Quand on demande aux nomades s'ils seraient d'accord pour changer des choses, ils répondent : « **on aimerait bien faire mieux, mais en continuant à faire pareil !** », c'est-à-dire en respectant les pratiques de ceux qui ont survécu. Les autres sont tous morts !

Ceci va nous obliger à **proposer des pratiques qui ne se mettent pas en place au détriment des pratiques antérieures, mais en plus**, pour que le changement soit considéré et perçu comme acceptable. Tout changement est dangereux – un peu : si on dit « on va arrêter ceci pour faire cela », cela bloque les comportements.

« Faire mieux que » est un privilège de chez nous, et c'est également notre drame parce que nous avons totalement **confondu plus et mieux** : nous nous trouvons dans la situation, représentée dans un dessin de presse, du grand patron qui réunit ses cadres pour dire que, sans le retard des employés dû aux embouteillages, on aurait pu produire plus de voitures ! Comment faire pour que les retards du personnel n'entraînent pas la production ! Il est hallucinant de raisonner comme cela...

Nous devons donc proposer du **changement par addition, non par substitution**. Ceci est fondamental en termes de présentation pédagogique.

Avec des personnes en situation précaire, il faut essayer de leur faire faire quelque chose en plus de ce qu'ils font, pas à la place de, sinon le système se « tend ». Ceci a lieu absolument partout et ne dépend de rien d'autre que de l'idée que les gens se font de leur niveau de droit à l'erreur.

Si l'objectif immédiat est la survie, on rebascule vers des schémas de précarité sans que les gens en aient conscience. Or, **la perception par les personnes de leur niveau de précarité est de l'ordre du subjectif**, elle n'est pas quantifiable, et à ce moment-là, des raisonnements binaires ont tendance à se mettre en route : on se trouve dans le « tout ou rien ». **Tant qu'elles n'ont pas tout, les personnes estiment qu'elles n'ont rien.**

Quand on a la sécurité, l'important est le pouvoir d'achat, qui est quantifiable : c'est « **travailler plus pour gagner plus** » - **mais qui a dit que c'était mieux ?** Le découplage entre le plus et le mieux est essentiel.

Il est **donc possible de concevoir une notion du développement centrée sur la notion de choix**.

Nous pouvons tirer des enseignements du développement passé, mais en faisant un tri pour que ce soit utilisable pour le futur : **nous devons améliorer les capacités de choix des hommes**.

Un de nos ressorts possibles est de créer des alternatives : nous sommes là aujourd'hui pour ça. Il faut les créer par une démarche scientifique, pour pouvoir dire aux gens : « maintenant, vous avez le choix », et leur rapport au changement changera ; il leur paraîtra possible, voire souhaitable, de changer. Le discours actuel, « on n'a pas le choix », renvoie vers la précarité, bloque le système, donc il n'y a pas de changement. C'est un discours contreproductif en termes de transformation. Il faut changer les hommes et faire de la **pédagogie pour montrer ce que c'est que de choisir, et développer les capacités analytiques pour que chacun puisse choisir entre diverses possibilités**.

En réalité, si on comprend bien ce qu'est le « développement », il est inutile de rajouter « durable », cela devient un pléonasme. Si ce n'est pas durable, ce n'est pas du développement, car **le développement, c'est l'amélioration de la capacité de choix des hommes**.

La culture est l'ensemble des solutions qu'un groupe d'hommes a imaginées pour relever les défis de son histoire. Il n'y a pas, d'un côté, des cultures de solutions - les nôtres - et, de l'autre, des cultures de problèmes - les autres.

La culture de l'autre, c'est l'ensemble des solutions qu'un groupe d'hommes a imaginées pour relever des défis que je n'ai pas encore connus. Si demain je suis confronté à ce problème, regarder la culture de l'autre pourrait m'aider à trouver des solutions plus vite.

Faire de l'interculturel, c'est recenser toutes les solutions qu'ont inventées les hommes. Tout a déjà été inventé !

Voici deux exemples de solutions durables que j'ai trouvés en allant pêcher dans la culture des autres.

Premier exemple : cela se passe au Togo du sud. En allant vers le Bénin, je rencontre un fleuve, avec un bac pour traverser avec la voiture. Le bac est relié par deux câbles secondaires à un câble principal. Le courant fait traverser le bac. Pas de moteur, pas de carburant, pas de pollution, pas de formation complète à la maintenance, ça ne peut pas tomber en panne, ça ne nécessite pas d'effort !

Second exemple : en Bolivie, ils ont des ruisseaux avec des bassins perpendiculaires surcreusés par rapport au ruisseau, et des plants de pommes de terre plantés tout autour. Les paysans ont creusé ces bassins pour obtenir une masse thermique d'eau suffisante pour réchauffer les pommes de terre et les protéger du gel. Cela leur permet d'avoir des pommes de terre primeures en altitude. Cette technique a été inventée par les Incas au 9^e siècle.... Ça marche tout le temps, ça ne coûte rien, il faut juste un peu d'efforts au départ pour creuser les bassins ! Et pourtant, les ONG continuent d'essayer de leur vendre des serres chauffées au fuel...

Ce sont des exemples qui montrent comment le fait de **poser un autre regard sur le monde permet d'augmenter au maximum les zones de négociations**, y compris en convoquant des technologies simples.

Dialogue avec la salle

Dominique BOURG : En ce moment, l'individu est en train de retourner vers le précaire ; le collectif, lui, se dirige vers le sécuritaire. Ce n'est pas rassurant. Nous avons le cas des établissements danois au Groënland où vivent deux types d'individus : les Danois ont en face d'eux des Inuits dont la culture est tout à fait pertinente au contexte, mais qui n'arrivent pas à s'adapter au changement et qui vont probablement disparaître. Alors, quelle est la possibilité de prendre conscience de la précarité collective qui se développe sans tout figer ?

Réponse de Clair MICHALON (CM) : Les **trentenaires actuels sont en train de découpler à tout allure le plus et le mieux, de modifier les modes de vie sans le vivre comme une dévaluation**, comme une diminution. Ils prennent des paris que notre génération n'a jamais osé prendre, même si elle en parlait beaucoup. Cette prise de conscience sera possible avec eux. Par exemple, un jeune couple avec deux enfants a calculé que 2000 euros leur suffirait largement pour vivre, qu'ils arriveraient toujours à les gagner. Ils **raisonnent en termes de qualité de vie, plus de niveau de vie**. Donc, aucun schéma de précarité ne se développe chez eux. Si on prenait en considération uniquement leur niveau de vie, ce serait une dégradation. Cette génération nous montre très facilement comment faire, et cela se répand à toute vitesse.

Question : Comment rendre conscients les gens individuellement pour prendre en compte collectivement cette entrée dans un monde de précarité ? Le système collectif a lui aussi besoin d'autres rapports d'entraide, de se mettre dans une autre dynamique, par exemple, par rapport aux familles.

CM : Il existe de nouvelles propositions, notamment de nature commerciale, qui abondent dans ce sens-là : un agriculteur nous vend des paniers de légumes dont il définit lui-même le contenu parce que c'est ce qu'il produit à cette saison. Les tarifs sont les mêmes qu'au supermarché, mais vous avez votre panier à la sortie du train de banlieue : c'est une proposition alternative commerciale qui va dans ce sens-là. C'est même plus simple parce que vous n'avez pas à aller faire vos courses ailleurs. Certaines filières économiques vont souffrir : par exemple, il n'y aura plus de nouveaux hypermarchés. **Dans un premier temps, l'alternatif se fera « en plus de ».** Ensuite, il y aura une maturation collective qui mettra en place de nouvelles filières.

Question : Concernant l'initiative. La précarité, l'adversité n'encourage-t-elle pas aussi l'initiative, on devient ingénieux ?

CM : **Même si initiative = risque, cela ne veut pas dire qu'elle est impossible.** En changeant de focale, on s'aperçoit que, dans une entité globalement précaire, celui qui essaye des trucs nouveaux, c'est celui qui assume le risque à titre personnel parce qu'il a un peu de marge de manœuvre, alors il teste des innovations. Ce n'est pas le désespoir qui crée les révolutions à l'intérieur d'un monde extrêmement difficile, c'est celui qui a la **possibilité d'essayer du nouveau**, c'est celui qui a encore un peu de marge.

Il y a aussi, effectivement, des **initiatives de la dernière chance**, prises dans le désespoir ; cela peut mal se terminer, mais cela peut aussi être une initiative de génie. Si on demande à un paysan algérien comment il élève ses enfants, il répond « sur le chemin du père ou du grand-père. » En Chine : « on n'apprend pas aux enfants à prendre des initiatives, c'est extrêmement malpoli. » En Algérie, les gens sont prêts à faire des choses folles pour s'évader et se retrouver en France. Car pour eux, « Partir, c'est mourir un peu, mais rester c'est mourir beaucoup ! ». **Chateaubriand disait : « c'est quoi une tradition ? C'est une innovation qui a réussi. »**

Question : Est-ce une vision optimiste que de dire que dans une situation d'adversité, c'est ceux qui se sentent un peu sécurisés qui vont prendre l'initiative ?

CM : C'est statistique.

Question : Comment convaincre nos sociétés du Nord que les savoirs du Sud peuvent être gages d'un meilleur être ? Comment espérer une adhésion à ces savoirs (par exemple celui des Inuits) ?

CM : On se réfère aux Trente glorieuses comme si la croissance de cette période était la norme alors qu'elle était une exception. Nous sommes tout simplement revenus à la normale. **Les pays émergents ont une conscience collective qui leur permet d'aller vers une plus grande sécurité.** Chez nous, c'est l'inverse. Chaque culture apporte quelque chose dans le rapport au temps et à l'espace. Notre drame est de croire qu'il n'y a qu'une méthode, la nôtre, celle du *Discours de la méthode* de Descartes. Il y a des discours, des méthodes qui varient en fonction des contextes. **Nous pouvons ainsi trouver des réponses en apprenant à travailler la diversité des échelles de temps et d'espace.**

Dominique BOURG : Le livre de Jared Diamond, *Collapse*, montre le lien entre une pression très forte sur les ressources et l'explosion des inégalités. Nous savons que 75 personnes sont aussi riches que 3 milliards de personnes. La perte de diversité, la baisse d'égalité, la pression est extrêmement forte...

CM : Plus le sentiment de précarité augmente, plus les inégalités augmentent. La sécurité tend à niveler les inégalités. Assumer un peu de baisse du niveau de vie, c'est retrouver un sentiment de sécurité. En apprenant d'où viennent nos sentiments de précarité et de sécurité, nous pourrions lutter contre les inégalités croissantes à l'échelle du globe. Sinon, la précarité continuera de se traduire par des inégalités croissantes. **Regarder dans l'histoire ce qui a fait notre force : notre capacité d'innovation, mais sans augmenter la production de chacun, en développant la capacité à choisir, pas la quantité de consommation.** Découplage = diminution des inégalités.

Carine DARTIGUEPEYROU : Ces projets s'attachent beaucoup à la question individuelle, mais le conseil scientifique s'interroge également sur la capacité collective à évoluer. Comment selon vous améliorer cette réflexion ?

CM : Les projets de recherche présentés sont produits par des acteurs dont le niveau de sécurité est suffisant. Donc les objets produits (projets) indiquent que notre capacité de contrôler notre environnement immédiat est encore assez bonne. À titre individuel, nous avons le confort de faire des projets à long terme, et pour le collectif, à très long terme.

Comment laisser le sentiment de précarité monter pour produire du changement collectif sans étouffer le niveau individuel nécessaire pour produire de l'initiative ? Quels leviers activer et à quels niveaux ?

- Privilégier le vecteur oral, c'est privilégier les comportements collectifs.
- Privilégier le vecteur écrit, c'est privilégier les comportements individuels.

Donc si l'on cherche à développer plus particulièrement les comportements collectifs, on doit jouer sur la fibre de l'oral (théâtre, musique, etc.).

Question : Les valeurs ne sont-elles pas un moyen de provoquer des initiatives en sortant de la polarité sécurité/précarité ?

CM : Les valeurs n'échappent pas du tout au contexte, qu'on le veuille ou non. Le poids de la pression sociale est la raison pour laquelle la précarité génère des comportements de groupe. On ne peut détacher les notions d'éthique, de valeurs, du contexte. Dans les schémas très incertains, toutes les valeurs collectives ont tendance à primer. **Nous sommes tous tout le temps à la recherche de compromis entre valeurs collectives et valeurs individuelles.**



ATELIER

ÉVOLUTION DES PRATIQUES EN CADRE DE VIE DURABLE

Dans cet atelier nous avons regroupé des projets très divers mais qui s'intéressent aux **pratiques en cadre de vie durable**. L'objectif n'est pas de les comparer les uns aux autres, mais de mettre en avant la spécificité de leur méthodologie et leur périmètre de recherche.

Dans les encadrés ci-contre, nous reprenons simplement les **questions de recherche** et vous renvoyons par un lien vers le site internet de MOVIDA où vous trouverez :

- la vidéo de présentation du projet,
- la page projet qui est mise à jour au fil du développement du projet,
- et enfin une interview des chercheurs autour de 3 questions :

D'où parlez-vous ? Quel champ d'expertise couvrez-vous pour explorer la question « consommation & modes de vie durables » ?

En quoi votre projet de recherche répond-t-il à la question consommation & modes de vie durables et quel est sa singularité ?

À ce stade, comment voyez-vous votre contribution au programme MOVIDA en termes d'accompagnement au changement vers des consommations et modes de vie durables ?

GRAND PROJET

« Les grands projets urbains durables à l'épreuve de leur habitabilité : quelles transformations des modes de vie ? »

Rémi ELIÇABE, sociologue, membre du GRAC, collectif de recherche, depuis 2006, avec Amandine Guilbert, Laëtitia Overney.

[+ d'infos sur le site de Movidia](#)

ACE'CAP

« Apports de la communication engageante dans le cadre du covoiturage et de l'autopartage »

Ghislain BOURG, docteur en psychologie sociale, consultant confirmé à Auxilia, il intervient en tant que coordinateur scientifique du projet.

Il a soutenu une thèse sur la promotion de l'écomobilité à l'aide des stratégies d'engagement et des normes sociales, sous la direction de F. Girandola et L. Souchet à l'université de Bourgogne.

[+ d'infos sur le site de Movidia](#)

CHEMIN

« Contexte apprenant (BBC-BEPOS) et incitations de type nudge : des leviers pour favoriser des modes de vie durables ? »

Lolita RUBENS, spécialisée en psychosociologie
Christèle ASSEGOND, docteur en sociologie, co-responsable du CETU ETICS (www.etics.univ-tours.fr). Elle est chercheur associée au sein du laboratoire CITERES (UMR-CNRS 7324).

Elle s'intéresse au thème du développement durable en tant qu'injonction au changement et analyse sa réception par les groupes professionnels et les ménages. Elle s'intéresse également aux dimensions sociologiques des innovations, en particulier dans le domaine du bâtiment et de l'énergie.

[+ d'infos sur le site de Movidia](#)

SYNTHÈSE

des questionnements et des recommandations suite au DIALOGUE en petits groupes de TOUS les participants autour de la QUESTION :

« QU'EST-CE QUE CES EXPOSÉS VOUS ÉVOQUENT, EN LIEN AVEC L'INTENTION DU PROGRAMME MOVIDA, QUI EST DE RÉVÉLER DES CLÉS, D'ÉCLAIRER LES CHOIX DE POLITIQUES PUBLIQUES POUR ACCOMPAGNER LE CHANGEMENT VERS DES MODES DE VIE PLUS DURABLES ? »



Dans le domaine méthodologique et propre au sujet d'étude, les questionnements sont les suivants :

Comment prendre en compte la complexité des pratiques dans leur dimension globale : complexité des choix individuels, en fonction de la situation sociale, etc., mais également complexité des comportements dans leur dimension plus globale ?

Par exemple : dans le cas de bâtiments écologiques, mais très excentrés géographiquement, on peut obtenir de bonnes attitudes à la maison, mais peut-être de mauvais comportements en termes de transport.

*Autre exemple : l'autopartage permet de réduire la consommation, mais peut également conduire à une dégradation du bien plus rapide. Quel peut-être le bilan ? Dans ce cas, il s'agit non seulement d'un changement de mode de vie, mais aussi d'une **durée de vie du bien partagé peut-être plus courte.***

Au-delà du comportement individuel, comment **appréhender la dimension et la dynamique collective** ?

Comment replacer l'objet de l'étude dans la perspective de l'action publique : **coûts par rapport aux bénéfices** ?

Comment **intégrer les notions de durabilité faible et durabilité forte** dans le cadrage méthodologique des recherches ?

Comment **intégrer les notions d'usage, de propriété et de bien collectif**, qui ne soient pas figées, mais qui s'adaptent avec l'usage et le recul scientifique ?

Comment **mieux faire participer les usagers**, les habitants, etc., à la coproduction de l'offre ?

Débat sur la question de **l'éthique** (par rapport au projet Nudge) : de quel droit voulons-nous faire évoluer et changer les gens ?



En matière de politiques publiques, les questionnements peuvent se résumer ainsi :

Quels sont les nouveaux **outils à disposition des politiques publiques**, autres que les décrets ou les campagnes d'information généralistes ?

Comment **faciliter l'appropriation des dispositifs** et des techniques ?

Comment changer d'échelle ? Quels sont les relais au niveau communal par rapport à un bailleur, par rapport à l'État, *quid* des acteurs locaux ?

Comment concevoir des **politiques publiques durables à différentes échelles territoriales** ?

Comment met-on les **politiques publiques au niveau des individus** ?

La généralisation des politiques : comment passer d'un panel restreint à une politique publique ?

Comment les **politiques publiques** peuvent-elles **favoriser des initiatives citoyennes** sans être contraintes par les normes réglementaires ? **Rôle de l'accompagnement** qui permet d'aider les individus à passer à l'acte ; **rôle de la réglementation** qui peut à la fois jouer un rôle **d'exemplarité**, mais aussi conduire à une **inefficacité totale** si elle n'est pas adaptée aux besoins et aux contraintes des individus.



Au-delà des questionnements, des recommandations ont émergé :

Définir un vocabulaire et une sémantique communs, par exemple, les termes « norme », « moyenne », « durable », entre chercheurs, puis avec les décideurs.

Prendre en compte plusieurs types de feedback, pas seulement normatifs sur une consommation moyenne donnée, mais sur un ensemble de critères économiques (économies de consommation).

Co-construire la gouvernance des projets de recherche avec les habitants en s'interrogeant en amont des projets et pendant l'expérimentation.

Bien positionner les actions en faisant le lien entre citoyens-habitants, entreprises et pouvoirs publics-territoires.

Rappeler aux collectivités publiques que **les sciences humaines ont aussi leur rôle**, pas seulement la technique, car les collectivités ont tendance à l'oublier.

Penser ancrage territorial.

Transformer le rôle des politiques publiques de prescripteur vers l'accompagnement des initiatives locales, ce qui permettrait d'avoir une **multitude de choix**.



ATELIER

REGARDS CROISÉS SUR LA CONSOMMATION DURABLE

Dans cet atelier, nous avons regroupé les projets de recherche axés sur la consommation durable. Bien qu'avec des **niveaux d'engagement variables sur la question de la durabilité**, la plupart de ces projets ont une **dimension alimentaire**.

Nous reprenons le même modèle de présentation des projets que pour l'atelier précédent.

GRECOD2

« Consommation durable et justice sociale : Analyse du rôle des inégalités dans les pratiques de consommation durable et leurs changements »

Nathalie LAZARIC, directrice de Recherche au CNRS, GREDEC (Groupe de Recherche en Droit, Économie, Gestion). Ses thèmes de recherche sont : Consommation durable, Routines organisationnelles, Théories évolutionnistes, Éco-innovations, Modélisation de la connaissance.

[+ d'infos sur le site de Movidia](#)

INOVE.COM

« Identité, Norme, Vulnérabilité, pour une approche Ecologique de la Consommation durable des Ménages »

Sandrine GOMBERT-COURVOISIER, maître de conférences en Écologie / Écologie humaine à l'ENSEGID - IPB (École Nationale Supérieure en Environnement, Géorressources et Ingénierie du développement durable – Institut Polytechnique de Bordeaux). Elle travaille sur les questions de consommation responsable et d'impacts écologiques des activités humaines sur la qualité de vie et les écosystèmes.

[+ d'infos sur le site de Movidia](#)

LOGICADU

« Logiques de consommation autour de l'alimentation durable »

Séverine GOJARD, directrice de recherche à l'INRA. Elle travaille au sein du Laboratoire ALISS (Alimentation et Sciences Sociales) où elle a fondé l'équipe de Sociologie de l'Alimentation en 2008. Ses recherches portent sur les conditions de prise en compte par les ménages des normes portant sur l'alimentation, en fonction de l'appartenance sociale et des conditions pratiques de mise en application des recommandations. Elles apportent ainsi en creux un éclairage sur les freins et rejets face aux injonctions portant sur l'alimentation.

[+ d'infos sur le site de Movidia](#)

FRÉGALIM

« Comment favoriser la réduction du gaspillage alimentaire en foyer par la communication et le format des promotions ? »

Sandrine COSTA, chargée de recherches en marketing et comportement du consommateur à l'UMR MOISA. Elle travaille sur la consommation alimentaire durable : consentement à payer du consommateur pour des produits issus d'agriculture biologique ou achetés en circuit court ; comportement de gaspillage alimentaire.

[+ d'infos sur le site de Movidia](#)

SYNTHÈSE

des éléments de convergence et de divergence collectés lors du DIALOGUE de TOUS les participants et en petits groupes autour la QUESTION :

TOUS CES PROJETS CONCERNENT LA CONSOMMATION ; QUELS ÉLÉMENTS DE CONVERGENCE ET DE DIVERGENCE RELEVEZ-VOUS ? »



Il ressort majoritairement une perception qu'il y a **peu de convergence** entre ces projets. Hormis le fait que tous les projets de l'après midi aient une composante centrée sur l'alimentation.

Une divergence d'importance a été notée par un certain nombres de participants, celui du **manque d'homogénéité chez les équipes de recherche dans le rapport à la durabilité**, à savoir : la vision de la durabilité des équipes, celles qui ont une vision de l'écologie et celles qui ne se placent pas dans ce cadre et n'utilisent pas le terme durable, celles qui situent le développement durable comme un fait social et cherchent à voir comment les acteurs se l'approprient.

Plus que des divergences, il existe un grand nombre de **contrastes dans le traitement des projets** :

Des études centrées consommation et des études centrées modes de vie.

Des approches centrées sur la **consommation**, et des approches plus vastes comprenant services, gestion des déchets, quartiers habités, etc.

Des approches qui font très attention à la **sémantique** utilisée, pour ne pas plaquer leurs propres cadres ou ceux des politiques publiques ; et des approches qui s'intéressent moins à cette dimension.

Des distinctions **méthodologiques** : observations directes, méthode ethnologique, récits de pratiques, etc. Des approches « populationnelles » (statistiques) ou « singulières » (qualitatives). Des approches qualitatives (très local, ce que font les gens) et des approches quantitatives (photo large).

Certaines études font appel à l'**ancrage territorial**, d'autres non.

Des **finalités différentes** : orientées vers la compréhension ou vers l'opérationnel (recherche de leviers d'action).

Une **diversité de temporalités** dans lesquelles s'inscrivent les recherches.



Critiques constructives et pistes d'amélioration :

Une **absence de prise en compte des « forces » contraires**, par exemple l'industrie agro-alimentaire, ou d'autres acteurs qui ne vont pas dans le sens de la durabilité.

Un **questionnement qui ne remet pas assez en cause la question des normes** : origines, multiplicité.

Une difficulté parfois à faire la **différence entre le réel et le perçu**.

La **question de la finitude des ressources** permet de sortir de la logique de la ménagère de + ou - 50 ans. Il paraît important de **requestionner les segmentations des consommateurs français**.

Les **pratiques de consommation ne sont pas des systèmes cohérents**, donc il ne faut pas chercher à les rendre cohérentes.

Ces études convergent sur les pratiques individuelles ou par groupes, mais **les pratiques collectives ou collaboratives ne sont pas à l'étude**. Elles sont **pourtant essentielles pour aboutir à l'accompagnement possible des politiques publiques** (restauration à domicile / restauration collective, par ex.).

Le **lien entre consommation et consom'acteur** est posé, mais ce lien n'est peut-être pas si direct, il y a d'autres acteurs à prendre en compte.

La dimension culturelle sous-jacente est intéressante : dissonance cognitive, déclassement, vécu, subjectivité, etc.

Le projet de Bordeaux montre comment **la précarité pourrait être un avantage compétitif !** En cherchant à faire lien entre précarité et comportement durable, cela pourrait apporter de nouvelles pistes très intéressantes.

... la précarité pourrait être vu comme un avantage compétitif !

CONCLUSIONS & PERSPECTIVES

Dominique BOURG

Le désir du ministère était de commencer à former une **communauté de recherche sur le sens de la durabilité forte**. Ceci est d'autant plus important que nous courrons le risque de nous trouver en France décalés par rapport à une recherche au niveau international plus avancée sur ces questions.

Toutes nos consommations matérielles vont baisser, donc si nous ne voulons pas tous devenir neurasthéniques, nous sommes amenés à **diffuser certaines valeurs concernant la qualité de vie**.

Laurent BÉLANGER

Nous voulons continuer de **construire cette communauté de recherche originale** et élargir la recherche pour intégrer le champ des approches collaboratives dans la consommation, étudier quels en sont les effets, quels changements de comportement cela entraîne.

Carine DARTIGUEPEYROU

Il ressort de cette journée de travail **la nécessité de penser le sujet « consommation et modes de vie durables » dans son entièreté sans oublier « durables »**. Cette journée nous conforte dans le fait que la singularité du programme MOVIDA réside bien là. Elle est, certes, difficile à appréhender, mais riche en innovation potentielle.

Comment aller au-delà de l'étude du comportement individuel et prendre en compte les dynamiques collectives ? Cette question est tout à fait pertinente et remonte très fortement des discussions. Il se peut que ces travaux de recherche puissent faire émerger des enseignements intéressants au niveau mezzo. Nous n'en sommes qu'aux hypothèses.

Les échanges ont également permis de pointer du doigt les « trous dans la raquette » sur certains axes : la **dimension numérique**, par exemple, qui est peu abordée sauf dans le projet sur l'autopartage. Le sujet est à peine effleuré, et pourtant, il remonte dans les études sur les consommations émergentes. On est, soit dans des approches très technologiques soit très sociologiques, mais le lien entre les deux n'est pas souvent étudié. Autre point noté par les participants, **l'absence de forces contraires et des acteurs de la filière de production**.

Ce programme vise-t-il à tout appréhender ? Sûrement pas, mais cet argument peut nous aider à mieux contextualiser et **circonscrire le périmètre de recherche du programme MOVIDA**.

Il ressort également quelques pistes d'action pour faire soutenir l'effort scientifique du programme :

- Une **diversité méthodologique relativement faible** qui peut être prise en compte dans la sélection de la vague 3 du programme (nouvel appel à projets APR 2014).
En effet, bien qu'il y ait une apparente diversité de méthodes, celles-ci sont finalement assez classiques dans leur traitement, sauf exceptions notables. Il a été remarqué à juste titre que ce type de sujet pourrait amener à une plus grande diversité encore dans les méthodes.
- Un **traitement de la durabilité très hétérogène**. Cela va amener l'équipe d'animation scientifique du programme Movidà à proposer un cycle de conférences en ligne, dont une sur la question de durabilité faible/durabilité forte, et des ateliers, dont probablement un sur la thématique « définir un langage commun ».
- Un **très bon état d'esprit des participants** (chercheurs, décideurs, etc.). Malgré les différences exprimées (disciplines, approches, etc.), il ressort une grande qualité d'écoute et de respect qui laisse présager de la possibilité de nourrir cette belle **dynamique collective et de renforcer une communauté d'apprenance**.

